

Les partis francophones réaffirment le cordon sanitaire contre l'extrême droite

Interview de Benjamin Biard par Christophe Degreeef

Cinq partis politiques francophones viennent de réitérer leur refus de gouverner avec l'extrême droite et de débattre avec elle. Le sujet a refait surface suite au débat qui s'est tenu, le 21 avril 2022, sur les ondes de la chaîne publique flamande VRT, entre Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement réformateur, et Tom Van Grieken, son homologue du Vlaams Belang. Contrairement à la requête émise par G.-L. Bouchez, la portée du cordon sanitaire n'a toutefois pas été étendue au PTB.

Doorbraak : Que pensez-vous de la nouvelle modification du cordon sanitaire en Belgique francophone ?

Benjamin Biard : Il y a plusieurs points de vue. Le principe du cordon sanitaire est évoqué depuis un certain temps déjà¹. Entré en vigueur en 1993 du côté francophone, il y a été réaffirmé en 1998 et 2002. Le fameux *Code de bonne conduite*² a été joint aux accords sur le sujet en 2002 et signé par tous les présidents des partis politiques francophones les plus importants. Suite au débat initié par G.-L. Bouchez, président du MR, et T. Van Grieken, président du VB, ce code suscite à nouveau un grand intérêt. Il prescrit l'attitude à adopter à l'égard de l'extrême droite et de ses représentants par les autres partis francophones.

Le document instaurant le cordon sanitaire autour de l'extrême droite n'avait donc plus été adapté depuis longtemps. Le débat récent sur la VRT a offert une occasion idéale aux partis francophones de l'actualiser. Toutefois, les modifications sont minimales et les textes pratiquement identiques à ceux de 2002. Pour l'essentiel, on peut relever quelques

¹ B. BIARD, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique » et « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2522-2523 et 2524-2525, 2021.

² *Code de bonne conduite entre partis démocratiques à l'encontre des formations ou partis qui manifestement portent des idéologies ou des propositions susceptibles d'attenter aux principes démocratiques qui fondent notre système politique*, document signé par Philippe Busquin (PS), Philippe Maystadt (PSC), Louis Michel (Fédération PRL FDF MCC) et Isabelle Durant (Écolo), 1^{er} avril 1999.

ajouts interdisant désormais aussi les débats avec les partis « d'extrême droite ou de même nature »³ sur les réseaux sociaux.

Autre question : le cordon est-il efficace ? La réponse à ce sujet doit être nuancée. Certes, l'extrême droite demeure marginale en Belgique francophone et elle peine à se structurer dans cette partie du pays. En revanche, le VB n'a cessé de progresser électoralement en Flandre de 1991 à 2004, puis de nouveau depuis les élections communales et provinciales de 2018, et ce malgré le cordon sanitaire. Celui-ci n'a par ailleurs pas empêché le VB d'influencer les débats politiques en Flandre ou au niveau fédéral. Enfin, le cordon sanitaire ne provoque pas une évolution fondamentale des programmes et des discours des partis d'extrême droite dans le temps.

Quelle était la véritable intention de G.-L. Bouchez ? Il s'est fait valoir en montrant sa volonté d'entamer le débat et d'affronter le Vlaams Belang sur le fond. Aujourd'hui, il est à nouveau contraint d'admettre une réaffirmation du cordon sanitaire. Aurait-il commis une erreur d'appréciation ?

La stratégie appliquée par G.-L. Bouchez, à savoir débattre partout et avec tous, a certainement pris un coup dans l'aile. G.-L. Bouchez est un communicateur omniprésent. Il aime le débat. Au cours de la discussion avec T. Van Grieken, il n'a pourtant jamais montré de sympathie pour les points de vue de ce dernier, bien au contraire. G.-L. Bouchez a tenté de réfuter le discours du VB. Il est bon de le rappeler : ce débat ne cherchait pas le consensus, mais le but était une vraie lutte politique.

Cela dit, G.-L. Bouchez ne mord pas vraiment la poussière. Sa stratégie de l'omniprésence en Belgique francophone n'a pas souffert. Mais la menace, proférée par les partis francophones, d'éjecter le MR de tous les gouvernements dans le but de promouvoir le parti Les Engagés, l'ancien CDH, est sérieuse. C'est, en fin de compte, là que réside le principal dommage politique subi par G.-L. Bouchez. Ce dernier n'a pu faire avancer ses priorités, notamment par rapport à la réforme du cordon sanitaire selon sa vision personnelle, y compris à l'encontre du PTB.

Cette tentative n'a-t-elle pas permis à G.-L. Bouchez de contraindre les autres partis de gauche en Belgique francophone à se positionner par rapport à la question suivante : « Voulez-vous, à terme, exclure le PTB d'une participation au gouvernement ou non ? »

Je ne le pense pas. Ce serait pousser les conjectures fort loin. Suite à son débat, G.-L. Bouchez a, certes, risqué de banaliser l'extrême droite. En même temps, il a – peut-être à son corps défendant – renforcé et actualisé le cordon sanitaire. Déjà auparavant, le MR voulait élargir le cordon au PTB.

Les partis francophones ont évidemment été obligés de prendre attitude à l'égard du PTB. Tout au long de la version qu'il proposait, le MR visait indirectement le PTB quand il

³ *Renouvellement de la Charte de la démocratie par les partis se présentant aux élections dans l'espace francophone*, document signé par Paul Magnette (PS), Georges-Louis Bouchez (MR), Rajae Maouane et Jean-Marc Nolle (Écolo), Maxime Prévot (Les Engagés) et François De Smet (Défi), 8 mai 2022.

faisait référence aux « autres courants populistes et extrémistes ». Le MR désirait élargir le cordon à tous les extrémistes, à tous les populistes, à tous ceux qui ne sont pas démocrates à 100 %. La chose ne s'est pas produite car les autres partis ne l'ont pas voulu.

Ceux-ci n'auraient pas d'intérêt à entourer le PTB d'un cordon sanitaire. En effet, depuis quelques années déjà, le PS envisage de gouverner avec le PTB, mais il considère que celui-ci n'est pas suffisamment prêt à faire des compromis, comme ce fut le cas en 2018 à Charleroi, à Molenbeek ou à Herstal. Si un cordon sanitaire exclut le PTB, cet argument majeur deviendra sans objet. Le PTB pourrait alors se contenter d'affirmer qu'il est prêt à gouverner mais que le PS s'y oppose.

Le président du PTB, Raoul Hedebouw, ne souhaite pas participer au cordon sanitaire rénové autour du Vlaams Belang. Il invoque un argument singulier : comme parti unitaire qui compte également des élus en Flandre, il veut maintenir une possibilité de débat entre le PTB et le VB afin de pouvoir réfuter les idées du VB.

C'est en effet frappant, et même osé car nombre de militants de la première heure du PTB restent attachés à un antifascisme radical. R. Hedebouw aura quelque difficulté à défendre son point de vue face à eux. Il prend un risque.

En outre, le passé a connu des conflits violents entre les antifascistes et l'extrême droite. Ce fut le cas entre des militants du PTB et le groupuscule néo-nazi L'Assaut – fondé par Hervé Van Laethem, qui deviendra ultérieurement le co-fondateur et président du parti Nation. Durant les années 1980 et 1990, les esprits s'échauffaient très vite entre extrême gauche et extrême droite.

En Flandre, le PTB (PVDA) a évidemment déjà mené des débats avec le VB, comme lors de l'entretien entre Peter Mertens, le prédécesseur de R. Hedebouw, et T. Van Grieken dans *De Zondag*, en 2019. Le PTB s'est alors défendu contre les accusations de rupture du cordon sanitaire médiatique, puisque celui-ci n'existe pas en Flandre. Le PTB affirme donc son accord avec l'objectif du cordon, mais dans la pratique, il ne l'appuie pas en Flandre sur le plan médiatique.

R. Hedebouw prend évidemment un malin plaisir à s'interroger, dans *Le Soir*⁴, sur l'attitude qu'adoptera Écolo-Groen, qui a aussi des vellétés d'unité...

La situation est quelque peu différente car Écolo et Groen ont toujours formé deux partis distincts, bien que leur collaboration soit étroite (par exemple à travers la constitution d'un groupe politique commun au sein des assemblées législatives fédérales). Groen n'a pas signé la charte actualisée vu qu'il s'agit d'une question entre francophones.

Considérez-vous que les appellations « extrême droite » et « extrême gauche » valent encore pour le VB et le PTB ? D'un point de vue historique, des liens ont bien existé avec, respectivement, le fascisme et le communisme, ou des sympathies pour ces idéologies,

⁴ « Raoul Hedebouw sur le cordon sanitaire : “Le PTB, parti national, affronte l'extrême droite en Flandre” », *Le Soir*, 5 mai 2022.

avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais si nous analysons les programmes de parti et le comportement du VB et du PTB aujourd'hui, ceux-ci ne défendent plus les positions de cette époque révolue et ils se réclament officiellement de la démocratie.

Il est vrai que le label « extrême » est classiquement utilisé par les partis politiques traditionnels dans le but de disqualifier ou de délégitimer certains partis. Or l'extrême droite ne se qualifie jamais d'extrême droite ; même Karel Dillen, le fondateur du VB, ne s'y est pas risqué. À l'inverse, les socialistes se présentent comme socialistes et les libéraux comme libéraux. Par définition, le label s'avère donc subjectif.

Toutefois, d'un point de vue scientifique, il s'agit d'objectiver le caractère extrémiste, tout en gardant en mémoire le fait important que les partis d'extrême droite, pris individuellement, présentent de telles différences qu'il est impossible de tous les qualifier de fascistes ou d'extrémistes au sens de « menace démocratique fondamentale ». Les services de renseignement et de sécurité belges ne considèrent ainsi pas le VB comme un danger pour la démocratie.

Tout comme le VB, le Rassemblement national de Marine Le Pen est un type particulier – mais néanmoins répandu – de parti d'extrême droite, parfois qualifié de populiste de droite radicale. Sur le plan procédural, il respecte les règles démocratiques. Il n'a pas pour but de renverser l'État, ni de provoquer une révolution. Ce ne sont pas des néonazis. Néanmoins, il appartient à la galaxie d'extrême droite dans le sens où, sur le plan programmatique, bon nombre de ses propositions remettent en cause les valeurs démocratiques (dites libérales), mettant à mal l'équilibre des pouvoirs ou les mécanismes de protection des minorités. Personnellement, je trouve la distinction anglaise entre *far right* et *extreme right* plutôt pertinente.

Génération identitaire en France – groupuscule dissous en 2021 – ou Aube dorée en Grèce appartiennent à l'extrême droite la plus radicale. Ils sont prêts à renverser l'ordre démocratique par la violence ou à braver les règles du droit. Schild & Vrienden, en Flandre, fait preuve d'une intention similaire. La même logique vaut pour l'extrême gauche. Je préfère utiliser le label de « gauche radicale » pour ce qui concerne le PTB. Les CCC des années 1980 appartenaient à l'extrême gauche : elles recouraient à la violence et voulaient sortir de la démocratie.

Cet article a été publié sous le titre « Rechtse partijen verschillen te veel om hen allemaal extremistisch te noemen » sur : [Doorbraak.be](https://www.doorbraak.be), 7 mai 2022.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD (interviewé par Christophe DEGREEF), « Les partis francophones réaffirment le cordon sanitaire contre l'extrême droite », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 25 mai 2022, www.crisp.be.